

9011

241 LN 27/2
(1939-1942)

*Charges financières relatives
aux dépenses d'établissement du réseau A.L.*

(Etude en vue de soulager le compte d'exploitation S.N.C.F.
pendant la période d'exploitation par la Reichsbahn du
fait de la guerre)

Affaires A.L.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

~~LE DIRECTEUR GÉNÉRAL~~

Le

19

R. G. Seine 276.448 B
96 Juin

41.

Objet :

Recettes de trafic
afférentes aux lignes
d'Alsace et de Lorraine

F² D n° 64
Proposé le 17 JUIN 1941
Le Directeur des Services Financiers
Signé: BROCHU

Monsieur le Ministre,

Par lettre EG/202 du 10 mars 1941, vous avez bien voulu me demander de vous tenir au courant des négociations que nous entamerions avec la Reichsbahn au sujet de la tenue par celle-ci d'un compte statistique spécial constatant les recettes afférentes à tous les transports effectués sur l'ancien réseau A.L.

Nous avons saisi la W.V.D. de Paris de la question par lettre N°344 Sp E3 du 10 avril 1941 dont copie ci-jointe.

Par lettre 8 Vt 2 Tp a 726 du 28 avril 1941, dont copie également ci-jointe, la W.V.D. nous donne les assurances demandées pour les quotes parts A.L. du trafic intéressant à la fois la S.N.C.F. et l'A.L. Par contre, la W.V.D. ne se prononce pas sur la question des recettes afférentes aux transports effectués sur l'ancien réseau A.L. sans intéresser la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous en rendre compte, en émettant l'avis de ne pas insister sur ce dernier point auprès des Autorités Allemandes, dont la réponse nous donne satisfaction dans la mesure où la question présente un intérêt immédiat pour les règlements entre les deux Administrations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

~~LE DIRECTEUR GÉNÉRAL~~

Le Président du Conseil d'Administration
Pournier

Sur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports.

Copie transmise à
M. le Secrétaire
Général à titre de
compte rendu.

Paris, le 2 JUIN 1941
Le Directeur des Services Financiers

no du
M. Lagnave

W.V.D.
Division des Chemins de fer
8 Vt 2 Tpa 726

Paris le 28 Avril 1941

Objet: Trafic-voyageurs et bagages
avec l'Allemagne via l'Alsace
et la Lorraine.

Suite: à la lettre W 1710 du 10 avril 1941

Au Service Financier de la S.N.C.F.

La fixation des quotes parts et l'établissement des soldes concernant le trafic-voyageurs et bagages avec l'Allemagne a fait l'objet du règlement suivant:

- 1) la lettre E8 Vt2 Tpa 726 du 16 septembre stipule : "Chaque mois il y a lieu de rendre compte des billets vendus et des expéditions de bagages effectuées sous la rubrique trafic-voyageurs et marchandises avec l'Allemagne via l'Alsace et la Lorraine. Le décompte définitif sera établi par les soins du Contrôle des Recettes à Paris".
- 2) la S.N.C.F. a proposé, - lettre 526/31
40/10 du 1er octobre 1940, de compenser d'abord les sommes dues par la S.N.C.F. et les chemins de fer allemands et de comptabiliser le reliquat.
- 3) La W.V.D. a par lettre E 8 Vt 2 Tpa 726 du 29 décembre 1940 envoyé à la S.N.C.F. un relevé des quotes parts pour les lignes d'Alsace-Lorraine et pour celles de la S.N.C.F.
- 4) La S.N.C.F. a par lettre 526.14/182
41.14 du 25 janvier 1941 approuvé ce relevé avec quelques rectifications.

Les quotes parts des différentes administrations pour ce qui concerne le trafic-voyageurs et bagages étaient donc fixés. Restait encore la question de la compensation qui avait été réglée à la Conférence de Paris des 14, 15 et 16 novembre pour le trafic-marchandises.

La W.V.D. a fait savoir par lettre E8 Vt 2 Tpa 726 du 30 décembre 1940 que la RBD Carlsruhe a proposé de procéder au décompte et à la compensation intéressant le trafic-voyageurs et marchandises, de la même façon que pour le trafic-marchandises. La S.N.C.F. a adopté la proposition de la RBD Carlsruhe par lettre 526/14
41.13 du 24 janvier 1941.

Pour le trafic-marchandises et conformément à la décision de la conférence de Paris, des 14, 15 et 16 novembre 1940 des instructions spéciales ont été mises au point qui intéressent les services de Contrôle, de décompte et les bureaux chargés d'établir les soldes et ces instructions précisent notamment: "Les quotes parts des frais de transport et les frais qui surviennent
.....

en cours de route sur les lignes d'Alsace et de Lorraine sont portées au crédit des chemins de fer allemands en francs français. Le montant des sommes à porter en débit et celui des sommes à porter en crédit doivent figurer sur un bilan. Les quotes-parts intéressant les lignes d'Alsace et de Lorraine figureront dans le bilan sous mention spéciale.

Comme on procédera pour le trafic-voyageurs et bagages de la même façon que pour le trafic-marchandises les quotes parts intéressant les lignes d'Alsace et de Lorraine seront donc là aussi mentionnées spécialement mais portées au crédit des chemins de fer allemands. Le contrôle du trafic I à Ludwigsafen (Rhin) réclame donc à juste titre que les quotes parts intéressant les lignes de Lorraine soient portées à son crédit.

La W.V.D. Paris ignore de quelle façon les recettes marchandises provenant des lignes d'Alsace et de Lorraine, sont déterminées sur les statistiques des chemins de fer allemands. Mais ces recettes devant figurer au bilan sous un titre spécial, en vertu des prescriptions qui visent le décompte et la détermination des soldes, il est manifestement possible de déterminer n'importe quand le montant global.

signé: MUNZER.

Paris, le 10 avril 1941.

Etudes

N° 344 SP E3

WEHRMACHT-VERKEHRS-DIREKTION

29, rue de Berri, PARIS

Par votre lettre E 8 Vt 2 Tpa 726 du 14 février 1941, adressée à notre Service Commercial, vous avez bien voulu nous transmettre le texte d'une lettre du Contrôle du Trafic I de Ludwigshafen demandant l'inscription à son crédit des quotes-parts afférentes aux lignes lorraines dans le trafic voyageurs franco-allemand.

Vous vous référez, à ce propos, à une décision qui aurait été prise par une Conférence à Paris (16-18 novembre 1940) en vue de l'attribution des recettes des Chemins de fer A.L. à l'Administration exploitante.

Nous croyons devoir vous signaler qu'il n'est pas à notre connaissance qu'une telle décision ait été prise.

Lors de la reprise du trafic entre la Société Nationale des Chemins de fer français, l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne, la Wehrmacht-Verkehrs-Direktion de Paris nous a demandé :

- pour le trafic marchandises, au cours d'une Conférence le 23 août à Paris,
- pour le trafic voyageurs, par lettre E.B. Vt Z Tpa 726 du 16 septembre 1940,

de porter les recettes afférentes aux lignes A.L. et aux lignes allemandes dans deux comptes spéciaux distincts après répartition des produits au prorata kilométrique.

Quant à la Conférence des 14, 15 et 16 novembre 1940 - et non 16 au 18 novembre - présidée à la W.V.D. de Paris par M. le Docteur KRAUS, de Karlsruhe, elle a décidé de substituer en trafic marchandises une nouvelle formule de répartition à celle du prorata kilométrique, mais l'attribution des recettes inscrites au compte d'attente A.L. n'a fait l'objet d'aucun examen et par conséquent d'aucune décision.

...

La liquidation des comptes de la S.N.C.F. avec la Reichsbahn, Administration exploitante, pose d'ailleurs d'autres questions que celles de l'attribution et du versement des parts A.L. perçues par la S.N.C.F. C'est ainsi que celle-ci continue à supporter certaines charges incombant au Réseau A.L. et notamment les charges de capital.

Il paraît donc nécessaire de pouvoir distinguer, le moment venu, dans les recettes de la Reichsbahn celles qui sont afférentes aux lignes alsaciennes-lorraines.

Les prescriptions de décompte et de liquidation, soumises le 6 janvier 1941 par la Direction de Karlsruhe (Lettre N° 8 V.K. II/I Tgal) au Contrôle des Recettes de notre Administration, nous font présumer que cette possibilité existera effectivement puisqu'il nous est demandé de distinguer dans nos comptes réciproques la part A.L. de la part allemande. Nous vous serions cependant très obligés de bien vouloir nous confirmer que la Reichsbahn tient bien un compte statistique spécial, constatant non seulement les quotes-parts A.L. des transports intéressant à la fois la S.N.C.F. et l'A.L., mais encore de tous les autres transports empruntant les lignes du Réseau A.L.

Sous le bénéfice de ce qui précède, la S.N.C.F. notifiera au V.A.St les quotes-parts A.L. du Trafic Voyageurs au crédit de la Reichsbahn, comme elle l'a déjà fait pour le Trafic Marchandises.

Les décomptes du Trafic Voyageurs franco-allemand via Alsace-Lorraine des mois antérieurs à novembre 1940 ont été adressés le 18 mars à Ludwigshafen; ceux concernant le trafic voyageurs S.N.C.F. Alsace-Lorraine sont sur le point d'être expédiés.

LE DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS,

Signé: BROCHU

PARIS, le 28 Novembre

40

*Rapport
Etat Major - Suces*N O T E
pour Monsieur BROCHU

Comme suite à la réponse du 4 Novembre 1940 du Secrétariat d'Etat aux Communications relative à l'exonération du compte d'exploitation de la S.N.C.F. des charges de toute nature afférentes à l'ancien Réseau A.L., il convient, quant à présent, de ne pas insister, à nouveau, auprès du Secrétaire d'Etat aux Communications pour que la thèse S.N.C.F. soit adoptée par le Trésor. La question sera à reconsidérer avec l'Etat lorsque le Traité de Paix avec l'Allemagne aura été signé.

Toutefois, pour permettre à la S.N.C.F., le cas échéant, de connaître rapidement toutes les sommes en jeu, je vous demanderai de les prendre d'ores et déjà en attachement dans une comptabilité statistique.

Votre bien dévoué
Le Secrétaire Général,

SIGNÉ : FILIPPI

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

D.G / N° 850

PARIS, le 18 Novembre 1940

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL

19 NOV 1940

Dossier
D 92217 / 10 5

M. Lagnaud
LH
Monsieur le Président,

J'accorde
[Signature]

Les lignes de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine ayant cessé, en fait, d'être exploitées par la S.N.C.F. celle-ci a demandé, le 15 Octobre dernier, au Secrétariat d'Etat aux Communications que son compte d'exploitation ne soit plus grevé, à partir d'une date qui aurait pu être fixée au 30 Juin 1940, des diverses charges nettes qui lui incombait en tant qu'exploitante de ces lignes.

Le Secrétariat d'Etat aux Communications, par lettre du 4 courant dont copie ci-jointe, nous a fait connaître qu'en vertu de la Convention du 9 Septembre 1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de guerre, les charges antérieures à 1938 sont couvertes par le Trésor. Les charges des dépenses faites depuis le 1er Janvier 1938 sont seules imputées au compte d'exploitation, mais le déficit de ce compte est payé par l'Etat sous la forme d'une allocation en capital remboursable sans intérêt.

Le département ministériel a estimé que la demande de la S.N.C.F. n'aboutirait en réalité qu'à des jeux d'écritures et que, par surcroît, cette demande était inopportune, le Gouvernement français n'ayant pas reconnu l'annexion de facto de l'Alsace et de la Lorraine.

Il est bien exact que les charges susvisées sont payées par le Trésor, mais celles afférentes à la période postérieure au 1er Janvier 1938 sont remboursables, sans intérêt, dans les conditions fixées à l'article 24 de la Convention du 31 Août 1937.

Monsieur FOURNIER

Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Si la S.N.C.F. n'avait pas à supporter les charges de l'ancien Réseau A.L., le montant de l'allocation en capital versée par l'Etat en couverture des déficits d'exploitation serait moindre et, le cas échéant, le montant des excédents de même nature serait plus élevé. Il en résulterait une diminution de la dette de la S.N.C.F. envers le Trésor.

D'autre part, elle éviterait, dans la limite du montant de ces charges, d'envisager des augmentations de tarifs ayant pour effet de faire supporter à ses usagers des dépenses qui ne leur incombent pas.

La S.N.C.F. a ainsi un triple intérêt à supprimer de ses comptes les charges en cause: intérêt comptable, intérêt financier, intérêt commercial.

Son point de vue qui a motivé l'envoi de la lettre du 15 Octobre ne saurait donc être modifié par la seule considération d'ordre financier invoquée par le Secrétariat d'Etat aux Communications.

Il n'en va pas de même pour l'argument psychologique donné in fine par le Secrétariat d'Etat aux Communications.

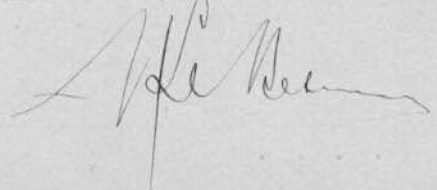
Tenant compte de la valeur de cet argument, je pense, en effet, qu'il est préférable, quant à présent, de ne pas insister à nouveau pour que la thèse S.N.C.F. soit adoptée par le Trésor.

Je suis donc d'avis de nous en tenir provisoirement à la réponse qui a été faite, étant entendu que la question sera reconsidérée avec l'Etat lorsque le Traité de Paix avec l'Allemagne aura été signé.

Pour nous permettre, le cas échéant, de connaître rapidement les sommes en jeu, je demanderai aux Services Financiers de les prendre en attachement dans une comptabilité statistique.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord sur ces propositions.

Votre respectueux et dévoué
Le Directeur Général,



SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

PARIS, le 4 Novembre 1940

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
19 NOV 1940	
Dossier	Pièce N°
D92217 / 10	H

Direction Générale des
Transports

1er Bureau

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer

Par lettre D.922 17/10 du 15 Octobre 1940, vous m'avez fait connaître que la Société Nationale ayant cessé en fait d'exploiter les lignes de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine, il vous paraît équitable d'exonérer son compte d'exploitation des charges de capital et annuités afférentes à ce Réseau. En conséquence, vous m'avez soumis des propositions tendant à modifier le régime en vigueur.

Il convient d'observer qu'en vertu de la convention du 9 Septembre 1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de guerre, les charges antérieures à 1938 sont couvertes par le Trésor. Les charges des dépenses faites depuis le 1er Janvier 1938 sont seules imputées au compte d'exploitation, mais le déficit éventuel de ce compte est payé par l'Etat.

Les modifications envisagées n'aboutiraient donc en réalité qu'à des jeux d'écritures, sans utilité pratique. Elles sont, de surcroît, inopportunes, le Gouvernement français n'ayant pas reconnu l'annexion de facto de l'Alsace et de la Lorraine.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications
Signé: BERTHELOT

5 Octobre

40

8465
O.G.I.N.

Monsieur le Directeur
des Services Financiers

La S.N.C.F. n'exploitant plus de fait actuellement le Réseau A.L., il conviendrait, tout en réservant l'avenir, de s'entendre avec le Ministère des Travaux Publics pour que nous ne versions plus l'annuité de 41.300.000 francs destinée à tenir compte de la plus value de ce Réseau de 1871 à 1918, et que nous recevions de l'Etat l'annuité de rachat de 20.500.500 francs qui revenait à la Compagnie de l'Est.

En ce qui concerne toutes les autres charges d'emprunts afférentes à l'Exploitation des lignes A.L., l'Etat devrait en effectuer le remboursement intégral à la S.N.C.F. A ce sujet je vous fais part d'un avis de notre Service du Contentieux : "La cession à l'ALLEMAGNE des lignes constituant le Réseau d'Alsace et de Lorraine impliquerait aujourd'hui, de la part de la S.N.C.F., une renonciation au droit d'exploiter qui lui a été reconnu à partir de 1938. Cette renonciation devrait faire l'objet, entre la S.N.C.F. et l'Etat Français, d'une Convention qui devrait transférer à ce dernier la charge des emprunts émis par les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine".

Vous devez déjà avoir entrepris l'étude de cette question

Votre bien dévoué,

Le Secrétaire Général,

SIGNÉ : FILIPPI

Copie à M. AURENCE, Chef du Service du Contentieux
Comme suite à sa note du 19 Août 1940

Le Président
du Conseil d'Administration

Services Financiers

Arch 140
Proposé le 12 OCT. 1940
Le Directeur des Services Financiers, *4*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre copie de la lettre que j'adresse, ce jour, à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications et par laquelle je lui soumetts des propositions de principe tendant à dégrever le Compte d'Exploitation de la S.N.C.F. des diverses charges qu'elle supportait, en tant qu'exploitant des lignes de l'Ancien Réseau A.L.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat aux Finances,
Ministère des Finances à Paris.

Valeurs appartenant à la Caisse de Maladie H.L.

	N° des Certificats	Quantité	
Obligations A.L. 5% 1921.4	1 124	1.046	
"	1 163	1 515	
"	1 629	2 142	
"	3.216	2.658	
S.N.C.F. 4% 1941 de 1000	4.395	5	
2000	20.119	18	
5000	19.788	263	
10000	2835	145	
"	4.838	1067 922	
Action de la "S ^e des Eaux de Sierck"		1	valeur nominale 500 ^f
Rente. 5% 1920.		1.300 Frs	valeur nominale

Environ 10 millions de francs

Tél. : Trinité 73.00

 $\frac{Z}{\sigma}$

A rappeler en cas de réponse

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les Bons de la Défense Nationale, déposés par vous dans nos caisses à titre de cautionnement en garantie de votre { contrat
marché

N° arrivent à échéance suivant détail ci-après:

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si vous désirez constituer un nouveau dépôt de garantie ou si vous autorisez la S.N.C.F. à renouveler ces Bons pour votre compte. Dans ce dernier cas, la soulte résultant du renouvellement vous sera réglée par chèque sur la Banque de France ou par virement à votre compte chèques postaux dont je vous prie de m'indiquer le numéro.

Veuillez agréer, M. , l'assurance de ma considération distinguée.

P. le Chef des Services Financiers
Le Chef de la Division Centrale
des Finances.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
Bureau Central

49, Rue de Londres, 49

Paris le 2 Août 1943.

Note pour
Monsieur Dechenne,
Inspecteur Divisionnaire
Service Central des Cités

Objet: Exploitation de la ligne
de Colmar à Lapoutroie.

La Comptabilité Générale ne possède
pas de dossier complet concernant cette
ligne. Ce dossier a dû être emporté
par les fonctionnaires de l'A.L. à leur
retour à Strasbourg.

Pas de date de la Convention
Pas de situation Statistique concernant
les résultats d'Exploitation.

Les seuls bilans connus concernent
les Exercices 1938 et 1939 et 1940.

	1938	1939	1940
Recettes Chap I et II	1.151.493,69	1.123.771,65	"
Dépenses de la ligne	2.980.570,11	2.670.890,17	"
Insuffisance de la ligne	1.829.076,42	1.546.818,52	490.974,82

Monsieur Wolff peut m'assurer
que l'exploitation de cette
ligne a été constamment
déficitaire.

Votre dévoué

LE CHÉF DU BUREAU CENTRAL

Ruey

Subdivision des écritures générales
Bureau de la Liquidation
#2 liq. N° 1158

Monsieur le Chef du Service des
Retraites

Suite à votre lettre 2ème Division 3ème Bureau de
Janvier 1942

Cotisations versées par les affiliés de la Caisse des
Pensions A.L. restés en France et produits des valeurs
mobilières de cette Caisse.

vous voudrez bien créditer la comptabilité Générale
sur mois comptable de Décembre 1941, des ressources de
cette nature, comptabilisées par vos soins pendant cet
exercice. Vous aurez à créditer mon Service, à l'avenir
des sommes de cette nature que vous pourriez recevoir.
Tous ces crédits seront imputés au compte "Opérations
RELATIVES AUX LIGNES DU HAUT RHIN, du BAS-RHIN et de la
MOSELLE, à REGLER".

Avance faite par la S.N.C.F. à la Caisse des Pensions A.L.

Cette avance, arrêtée à ce jour à frs: 983.541,9
sera constatée dans un compte spécial tenu à la Comptabi-
lité Générale (Subdivision des Comptes Divers) que vous
débiterez du même montant. Le crédit correspondant figure-
ra dans vos livres au compte "AVANCES DE LA S.N.C.F. au
TITRE DE LA CAISSE DES PENSIONS A.L." ouvert à la balance
générale à la rubrique A, sous le n° 4091.

Cette écriture se fera sur mois comptable de Décembre
1941.

Cette avance portera intérêt, à compter du 1er juil-
let 1940 au taux qui vous est bonifié par la S.N.C.F. Vous
voudrez bien calculer les intérêts courus au 31 décembre
1941 et créditer la Division des Finances par contre
partie de Cpté Générale (Subdivision des Comptes Divers)
qui débitera le compte "OPERATIONS RELATIVES AUX LIGNES
DU HAUT RHIN, DU BAS RHIN ET DE LA MOSELLE A REGLER.

Le Chef des Subdivisions de la
Comptabilité Générale

Le Président
du Conseil
d'Administration

Fl N° S
Proposé, le 20 juin 1941
Le Directeur des Services Financiers
Signé : BROCHU

Services Financiers

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 12 mai 1941, dont vous voudrez bien trouver ci-joint copie, le Chef du Service de transition en matière d'Assurances Sociales à Strasbourg, sous le timbre de la Reichsbahn, nous informe qu'il est chargé de mettre sous séquestre le patrimoine de la "Caisse des Pensions des Chemins de fer d'Alsace et Lorraine - Sections A et B", et nous invite à ne pas disposer des titres appartenant au portefeuille de cette Caisse sans son accord préalable. Ce fonctionnaire nous demande en outre de lui adresser l'état des valeurs composant ce portefeuille, ainsi qu'un bilan annuel de la Caisse des Pensions établi séparément en ce qui concerne chacune des Sections A et B de la Caisse, pour 1939 et, le cas échéant, pour 1940.

La Caisse des Pensions dont il s'agit est d'origine antérieure à la reprise du Réseau d'Alsace-Lorraine par l'Administration française en 1918. A l'époque, étaient affiliés obligatoirement à cette Caisse tous les Agents du Réseau qui n'avaient pas la qualité de fonctionnaires d'Empire, c'est-à-dire la grande majorité des agents. Les ressources de cette Caisse étaient constituées par les cotisations des agents, des dotations du Réseau et une participation fixe de l'Etat.

La Caisse des Pensions comprenait :

- La Section A, qui fonctionnait comme caisse spéciale d'institution d'assurance d'invalidité-vieillesse du régime local d'Alsace-Lorraine; les rentes liquidées par cette Section étant en partie à la charge de l'Institut d'Assurances Sociales et de l'Etat.

- La Section B, qui était une caisse propre au Réseau d'Alsace-Lorraine et dont le but était d'assurer une rente complémentaire à tout titulaire d'une rente d'invalidité; par la suite, cette Section fût chargée d'assurer en outre le service des diverses majorations, bonifications ou allocations de charges de famille

...

résultant de l'application du Statut des Retraités des Grands Réseaux.

Une loi du 31 décembre 1923 a décidé la liquidation de la Caisse des Pensions, étant entendu que, jusqu'à l'achèvement de cette liquidation, ladite Caisse continuerait à jouer le rôle de Caisse d'Assurance pour les titulaires de rentes liquidées et les agents en service qui y restaient affiliés. La même loi a autorisé le Réseau d'Alsace-Lorraine à prendre à sa charge l'insuffisance des ressources annuelles de la Caisse.

Appelés en 1925 à choisir entre leur régime spécial et le régime général de retraites des Grands Réseaux, les affiliés optèrent, pour la plupart, pour ce dernier : il ne restait par suite, au 31 décembre 1938, à la Caisse des Pensions que 650 affiliés obligatoires, auxquels s'ajoutaient environ 4.500 affiliés volontaires, anciens affiliés nommés fonctionnaires.

A ce jour, la plupart des agents demeurés affiliés à la Caisse des Pensions ont leur résidence dans les trois départements d'Alsace et Lorraine. Toutefois, un certain nombre d'entre eux sont en fonctions à la S.N.C.F. en dehors de ces trois départements.

A titre d'indication, les montants en chiffres ronds de l'insuffisance de la Caisse, pris en charge dans les comptes du Réseau A.L., puis de la S.N.C.F., ont été de 11.700.000 Frs en 1937, 11.800.000 en 1938 et 14.000.000 Frs en 1939.

S'agissant d'une Caisse qui fonctionne de fait sous un régime de répartition pure sans capital ni réserves, à l'exception des capitaux constitutifs des pensions complémentaires de rétroactivité, rattachés à la Section B de la Caisse et dont le montant actuel est de l'ordre de 250.000 Frs, les éléments composant l'actif de la Caisse forment, à la seule exception susvisée, la contrepartie de créances et d'opérations à régler.

La valeur, dans les écritures de la S.N.C.F. au 31 mars 1941 des placements mobiliers de la Caisse se décompose comme suit :

12) Valeurs mobilières déposées dans les Caisses de la S.N.C.F., savoir :

- Section A - 9 obligations du Trésor Français
4 1/2 % 1937 (2^e semestre) 12.230,20
- Section B - Reconnaissance de dette de la ville
d'Ettlingen (920 reichsmarks) et 9 titres de
créance, de 5 reichsmarks chacun, de la Caisse
de Conversion des dettes allemandes à l'étran-
ger 15.888,72

...

2°) Prêts et créances diverses, notamment prêts hypothécaires (les dossiers de ces prêts ont été, à la requête de la W.V.D- Paris, remis aux représentants de cette dernière en mars dernier), savoir :

- Section A - Divers prêts et créances	47.447,64
- Section B - Divers prêts et créances	908.130,62

Quant au bilan de la Caisse des Pensions, celui-ci ne peut être établi rigoureusement, car le passif en a été, dans les écritures de la S.N.C.F., fondu avec celui d'autres régimes spéciaux et la remise aux Autorités allemandes, sur leur demande, de certains livres auxiliaires de comptabilité ne permet plus à nos Services d'opérer en toute certitude la ventilation des différents postes, par régime. Au reste, les cotisations et les rentes, ainsi que les opérations relatives aux prêts et créances consentis par la Caisse, ont cessé pratiquement, depuis juin 1940, d'être prises en compte par la S.N.C.F. et la situation actuelle des écritures de la S.N.C.F. n'a, par suite, qu'une signification restreinte.

Il a toutefois été dressé par nos soins un bilan approximatif à fin 1939, que nous avons reproduit dans une annexe à la présente lettre.

Il est à signaler que quelques affiliés sont demeurés en service à la S.N.C.F. et qu'un certain nombre de pensionnaires résident en France en dehors des trois départements alsaciens-lorrains. Pour les uns comme pour les autres, le fonctionnement de la Caisse des Pensions demeure, dans le cadre de la S.N.C.F., ce qu'il était avant juin 1940.

En présence de la lettre reçue du Chef du Service de transition en matière d'Assurances Sociales à Strasbourg, nous vous serions reconnaissants, Monsieur le Ministre, de nous faire savoir si :

1°) nous devons reconnaître la mise sous sequestre prononcée par les Autorités allemandes à l'encontre de l'actif de la Caisse des Pensions A.L.;

2°) nous pouvons donner suite à la demande de renseignements formulée en ce qui concerne l'état des valeurs appartenant à la Caisse des Pensions et le bilan de cette Caisse.

Nous serions d'avis, pour notre part, compte tenu des prescriptions d'exécution de l'article 13 de la Convention d'Amistice, de répondre négativement à la première question, tout en donnant satisfaction à la demande visée à la deuxième, qui ne porte que sur des éléments de fait.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration

Signé : FOURNIER.

Bilan de la Caisse des Pensions
de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine
au 31 décembre 1939.

	Section A	Section B
<u>A C T I F</u>		
Valeurs mobilières	12.230,20	15.888,72
Prêts et créances	48.979,71	961.643,45
Opérations à régler	"	78.825,23
Comptabilité Générale	33.402,63	"
	-----	-----
Total de l'Actif	94.612,54	1.056.357,40
<u>P A S S I F</u>		
Opérations à régler	87.251,04	"
Mandats à payer	7.361,50	131.969,56
Réserve (Section B)	"	194.312,49
Oppositions	"	343,10
Comptabilité Générale	"	729.732,25
	-----	-----
Total du Passif	94.612,54	1.056.357,40

- TRADUCTION -

Chemins de fer du Reich
Le Chef du Service de Transition en matière d'assurances sociales
Strasbourg

Monsieur le Directeur
de la Société Nationale des Chemins de Fer
français,
88, rue Saint-Lazare, Paris- 9ème

Ma Réf. 5 S. 3Uk (E1)

Date 12-5-41.

Mise sous séquestre du patrimoine de la Caisse des Pensions des
Chemins de fer en Alsace et Lorraine.

Par décision du Chef de l'Administration civile en Alsace en
en date du 9-12-1940 et du Chef de l'Administration civile en
Lorraine du 24-2-41, j'ai été nommé délégué de l'ancienne "Caisse
des Pensions des Chemins de fer en Alsace et Lorraine, Sections A
et B". Monsieur le Ministre des Communications du Reich m'a chargé,
par arrêté du 8-11-1940, de mettre sous séquestre le patrimoine de
cette Caisse des Pensions jusqu'au moment de sa suppression éven-
tuelle.

Etant donné que le patrimoine de la Caisse des Pensions se
compose essentiellement de titres, qui, autant que je sache, sont
conservés par le Service financier de la S.N.C.F., je porte, par
la présente, à votre connaissance mes pouvoirs, en vous priant de
faire le nécessaire:

- a) pour me faire adresser le plus tôt possible un état des
valeurs, notamment des titres de la "Caisse des Pensions des
Chemins de Fer en Alsace et Lorraine, Sections A et B" sépa-
rément pour les Sections A et B. Cet état devra également
faire ressortir le lieu actuel de dépôt.
- b) pour qu'en principe il ne soit pas, pour l'instant disposé
des titres de la Caisse des Pensions et qu'en cas, où des
actes de disposition auraient néanmoins lieu, ils soient
soumis à mon accord écrit préalable.
- c) qu'il me soit remis un bilan annuel de la Caisse des Pensions
séparément pour les Sections A et B, pour 1939 et, le cas
échéant, également pour 1940.

signé : GORLICH.

20 janvier 1942

2ème Division
3ème Bureau
Comptabilité

Monsieur le Directeur des Services Financiers

Lors de l'arrêté des écritures des exercices précédents, la somme nécessaire pour porter au niveau des dépenses le montant des ressources des Sections A et B de la Caisse des Pensions A.L. était facturée à la Comptabilité Générale qui l'imputait au compte d'Exploitation (Chap. 1er art. 6 § 1 §§ 6 - Insuffisance de l'ancienne Caisse des Pensions A.L.)

Cette année, en exécution des prescriptions de votre lettre P² liq., n°726 du 14 août 1941 relative à la comptabilisation des opérations intéressant l'ancien réseau A.L. les dépenses sont imputées par la Comptabilité Générale au Compte "Opérations relatives aux lignes du Haut Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle à régler".

Le compte "Dépenses de la Caisse des Pensions A.L." ne comporte donc, en 1941, aucune écriture; mais il n'en est pas de même en ce qui concerne le compte "Ressources" qui, jusqu'alors, a été crédité des sommes indiquées ci-après:

a) Cotisations volontaires ou obligatoires versées par des affiliés à ladite Caisse demeurés en France	2.931,-
b) Produits des valeurs mobilières :	
Intérêts	743,7
Primes de remboursement	44,8
	<u>788,50</u>
Total	3.719,50

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me donner des instructions pour la liquidation du solde du compte "Ressources de la Caisse des pensions A.L."

Pour vous permettre de prendre à ce sujet une décision, je crois devoir vous donner l'analyse du Bilan approximatif de la Caisse des Pensions au 31 décembre 1941.

Ce bilan, tel qu'il ressort de nos livres, se présente comme suit :

....

<u>Actif</u>		:	<u>Passif</u>	
Valeurs mobilières	27.963,70	:	Mandats à payer	189.833,10
Prêts et créances	955.578,20	:	Réserve B	247.183,90
		:	Oppositions	434,90
		:	Comptabilité Générale	546.090,--
	<u>983.541,90</u>	:		<u>983.541,90</u>
	=====	:		=====

On remarque que la Caisse des Pensions A.L. a investi des capitaux en valeurs mobilières et en Prêts hypothécaires sans avoir de capital en contrepartie

Ces investissements n'ont donc pu être réalisés que grâce à des avances de la S.N.C.F. ce qui explique que le compte "Comptabilité Générale" est créditeur alors que, représentant un compte de Caisse, il devrait être obligatoirement débiteur. Ils ont, en outre, absorbé le montant intégral du compte "Réserve B" et les disponibilités appelées à faire face au règlement des mandats restant à payer et des oppositions à verser aux créanciers opposants.

En fait, la situation réelle de cette Caisse se présente différemment, si, comme cela aurait dû être, on avait donné dans les écritures à chaque groupe de comptes remplissant les mêmes fonctions générales une contrepartie propre, on obtiendrait le bilan suivant:

<u>Actif</u>		:	<u>Passif</u>	
Valeurs mobilières	27.963,70	:	Avances de la S.N.C.F.	983.541,90
Prêts hypothécaires	955.578,20	:		
	<u>983.541,90</u>	:		
Comptabilité Générale		:		
a) disponibilités de la réserve B	247.183,90	:	Réserve B	247.183,90
b) disponibilités courantes	190.268,--	:	Mandats à payer	189.833,10
		:	Oppositions	434,90
	<u>1.420.993,80</u>	:		<u>190.268,--</u>
	=====	:		<u>1.420.993,80</u>
		:		=====

Ainsi, il apparaît nettement :

- 1°) que les avances de la S.N.C.F. s'élèvent à 983.541,90 et non à 546.090 frs comme on serait porté à le croire à la lecture du premier bilan (1)
- 2°) que les fonds de la Réserve B n'ont jamais fait l'objet de placements et qu'en conséquence, depuis le 1er janvier 1938, date de la création de ce compte ils sont demeurés improductifs.
- 3°) qu'il existe des disponibilités pour payer les créanciers.

Tous les comptes étant maintenant dégagés, il y a lieu de souligner que les avances ont été faites sans intérêt puisque non seulement la S.N.C.F.

(1) d'ailleurs les comptes-rendus de la Caisse antérieurs à la S.N.C.F. font apparaître un "Solde débiteur du compte-courant de la Caisse dans les écritures du Réseau" égal au total des valeurs immobilières et des prêts hypothécaires.

n'en a jamais réclamé, mais les revenus produits par les investissements étaient portés en atténuation du montant des arrérages de pension émis.

Avant les événements de juin 1940 cet état de choses n'était pas préjudiciable à la S.N.C.F. qui prenait en charge le déficit de la Caisse des Pensions. Mais, à l'heure actuelle, la Reichsbahn nous ayant, d'une part, signifié la mise sous séquestre du patrimoine de cette Caisse (patrimoine qui, s'il ressort bien du bilan, appartient en fait au bailleur de fonds, en l'espèce la S.N.C.F.) et, d'autre part, encaissant les intérêts et les amortissements des prêts hypothécaires (amortissements qui venaient diminuer le montant des avances) on peut se demander s'il ne serait pas prudent de calculer avec effet du 1er juillet 1940 des intérêts sur les capitaux investis et de les porter au débit de la Reichsbahn, sous déduction des intérêts que nous encaissons des valeurs mobilières.

Quant aux cotisations versées par les participants demeurés en dehors des trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, elles pourraient être laissées au crédit du compte "Ressources de la Caisse des Pensions A.L." avec report à nouveau au 1er janvier 1942 et ce, jusqu'à nouvel ordre.

LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES

signé: MANSARD

23 septembre 1941

H.B.D. Karlsruhe

Hilfsarbeiter 1 h - 3 Kronenburgering
STRASBOURG

par l'intermédiaire de la W.V.D. - 29 rue de Serri
PARIS

Comme suite à l'entretien que nous avons eu ce jour avec votre représentant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la demande que vous avez faite à M. le Directeur de la S.N.C.F. le 12 mai 1941 (votre référence 5 S. 3 Uk (KL) a été soumise à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

Dès que nous aurons reçu une réponse de M. le Secrétaire d'Etat nous ne manquerons pas de vous en informer.

LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES

signé: MANSARD.

Renseignements fournis par
M. Camus - le 3 Avril 1943

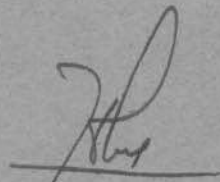
=

Fonds bloqués à Strasbourg :

Clégers probants : 255.000⁺

Société Strasbourg : 1.139.000⁺

C.I.A.L. Strasbourg : 751.000⁺

A handwritten signature, possibly "H. H.", written in dark ink over a horizontal line.



GARES EVACUEES

M. R.

SITUATION au 31 mai 1943 du COMPTE des GARES A.L.

	DEBIT		CREDIT
Dernier solde connu (avril, ¹⁹⁴⁰ pour les Arr. de Metz et Strasbourg, mai ¹⁹⁴⁰ pour l'Arr. de Mulhouse)	117.841.568,5	Solde résultant de l'établissement de CC.501 fictifs des mois de mai et juin au moyen de pièces comp- tables reçues	76.990.825,2
Débit reçus de Comptabilité Géné- rale et de Finan- ces concernant notamment des vi- rements douane ...	553.273,1	Vignettes-taxes, récépissés de groupeurs et tim- bres fiscaux en approvisionnement dans les gares A.L. et renvoyés par la R.B.D. de Karlsruhe	5.699.175,9
Régularisations diverses	263.158,7	Versements de di- verses gares A.L. (Bâle, etc....) crédits reçus de Finances	660.521,9
		Solde de la ligne Porrentruy-Bonfol à Glovelier	27.391,1
		Sommes à disposi- tion dans diffé- rents services et régularisation ..	307.105,4
		Total	83.685.019,5
		Solde débiteur ...	34.972.980,8
	118.658.000,3	TOTAL	118.658.000,3

29 JUIL 1943

Les soldes de "Comptes d'ordres"
sont peu importants.

Ils seront apurés en accord
avec l'Armée allemande qui
s'est retirée en AL à la
SAC pour récupérer tous
les vivres de cette dernière.

Comptes divers

Comptes suivis par l'AL fin Septembre 1939

- Etat son compte de ventes d'excédents de taxes \times ?
 Fonds de réserve des surtaxes locales temporaires ?
 \times Avances pour arrondissement de la paye ?
 \times Avances ordinaires sur traitement ?
 \times Avances pour frais de séjour dans les établissements de cure ?
 \times Prêts d'honneur aux agents ?
 \times Sociétés de consommation, économats et divers ? Maladies \times
 \times Combustibles fournis aux agents ?
 \times Débits de bistrots (Région Est, ducis AL) ?
 \times Dépenses d'habillement, de lunetterie et divers à récupérer ?
 \times Oppositions sur traitement des agents ?
 \times Œuvres sociales diverses ? Maladies \times
 Caisse de Maladie AL son compte courant (1)
 Valeurs mobilières de la Caisse de Maladie AL
 Propriétés immobilières de la Caisse de Maladie AL \times Maladies \times Sans
 \times Caisse de l'Union de la Région Est (aucun AL) son compte courant ? CP - 2000 - 1939
 \times Départements, Communes, collectivités diverses, Ambassades, Consultats, etc.
 Indemnité compensatrice AL remboursable par le Trésor
 Pensions accidents AL remboursables par le Trésor ?
 Surtaxes locales temporaires
 \times Travaux exécutés pour divers ?
 \times Fournisseurs divers ?
 \times Retenues de garantie ?
 \times Oppositions fournisseurs ?
 Avances à la Ville de Mulhouse ?
 St Immobilier des Chemins de fer AL, son compte courant
 Débiteurs divers
 Créanciers divers
 Mandats à payer { Exercice antérieur
 { Exercice courant
 Mandats à encaisser { Exercice antérieur
 { Exercice courant
 Dépenses pour aménagements divers, à amortir
 Dépenses des services de l'Exploitation, à appliquer
 du Matériel et traction, à appliquer
 Frais d'études et d'essais à régulariser
 Travaux en cours

(1) ce compte groupe l'ensemble des comptes intérieurs de la Caisse de maladie AL.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Service de la Comptabilité Générale et des Finances

1^{re} Division - 1^{er} Bureau

N^o d'Entrée 5072/5096

Paris, le 19 Août 1930

Courtiers: R. Perlet

Objet: Vente 25/1/30

Davillier & Co

Comptes Courants:

Prêts:

Valeurs:

Garantie:

Détail:

B. D. H.

(Financier du 25/1/30)

Nombre	N ^o des Titres ou Effets	Valeur Nominale	Taux	Echéances	Jours	Nombre ou Valeur d'entrée	Décompte
1	de 50.000 - 37.532	50.000	2 1/2	28 juillet 1932	704		35.450
3	100.000 - 141705 (141316)	300.000		31 ^{er} août 2 ^o	713		142.600
1	50.000 - 37.635	50.000		1 ^{er} Août 1932	713		35.650
1	100.000 - 140701	100.000		5 2 ^o	717		71.700
6	50.000 - 37940/50	300.000		8 2 ^o	720		216.000
5	100.000 - 138.366/25						
4	500.000 - 22313/10	2.500.000		9 2 ^o	721		1.602.500
5	100.000 - 137.796/800	500.000		12 2 ^o	724		362.000
25							2.165.900
						Après	148.105 55

Net: 3.578.944 45

Régler

Virement N^o

le 19

Total

3.700.000

S. C. R. E. F. B.

Total

3.700.000

× Fonds de roulement des services ?

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

× Paiements à régulariser

Fonds de concours versé par des tiers à appliquer

Prélèvement sur dépenses publiques

Excédents à régulariser

Redressements prescrits par la Commission de Vérification des comptes AL

Rectifications sur les comptes des exercices 1937 et antérieurs - anciens réseaux AL

Solde du personnel à régulariser, Régions

Transferts comptables des gares

× Règlement des comptes de communauté ? ? 18.50

× Contentieux - comptes de recouvrements litigieux ? ?

× Contentieux - recouvrements litigieux à effectuer ?

Opérations à régler SNCF - Région Est (anciens AL) ?

PROVISION CONSTITUEE EN VUE DU REGLEMENT
DEFINITIF DES COMPTES DE PARTAGE DES DEPENSES
DES GARES COMMUNES DU RHIN

Solde créditeur au 31 Décembre 1942 : 28.381.803,7

L'Ancien Réseau A.L. versait aux Chemins de fer du Reich des acomptes semestriels correspondant à 80% de la somme à laquelle l'Allemagne avait évalué la charge totale pour ces gares.

La Commission de Vérification des Comptes a, lors des arrêtés définitifs des exercices antérieurs à 1938, imputé à la charge de ces derniers, avec contrepartie au présent compte alors dénommé "Provision concernant les gares communes du Rhin", le total des sommes restant dues aux Chemins de fer du Reich pour les gares considérées.

Détail par exercice	Débit	Crédit
1920		1.045.113,-
1921		2.192.797,5
1922		2.311.699,5
1923		1.686.304,1
1924		2.744.111,9
1925	2.008.783,1	2.986.949,7
1926		690.464,3
1927	2.080.035,5	
1928	5.208.184,5	
1929		992.351,4
1930		962.057,1
1931	43.079,6	764.680,2
Exercices 1932 à 1937		21.345.357,7
	9.340.082,7	37.721.886,4

Solde CREDITEUR au 31 Décembre 1942 : 28.381.803,7

Compte ouvert en Décembre 1940 par rebours sur le compte "Opérations à régler".
Il est alimenté à l'initiative du Contrôle financier au fur et à mesure de la
Vérification des Comptes.

Compte (N° 4841

(Désignation : Règlement des comptes de communauté

Décomposition de la somme de 3.401.616,6 représentant le solde
créditeur à la fin de l'exercice.

Débit

Crédit

Nature des règlements

5.005.182,3

Reliquat dû au C.F.F. Suisses pour
la participation de la S.N.C.F. aux
dépenses de la ligne de St Louis à
Bâle et de la Communauté de Bâle
(période du 1.9.39 au 31.7.40)